Internet et la loi

Infractions les plus courantes et leurs sanctions :

Exemple	Infraction	Textes légaux de référence	Sanctions légales
Photos d'élèves ou de professeurs diffusées sans autorisation de publication	Droit à l'image	**Code civil** **Code pénal**	1 an de prison et 45000 € d'amende
Caricature d'un professeur faite à partir d'une photo publiée sans autorisation	Représentation des personnes	**Code civil** **Code pénal**	1 an de prison et 15000 € d'amende
Diffusion d'une vidéo humiliant un camarade (happy slaping, agression, vidéo intime...)	Diffusion d'images portant atteinte à l'intégrité des personnes	**Code pénal**	5 ans de prison et 75000 € d'amende
Mise en ligne d'images ou de textes sans autorisation ou téléchargement de musique ou de films sans paiement de droits	Droit d'auteur Contrefaçon	**Code civil** **CPI** **(Code de la propriété intellectuelle)**	Par une personne : 3 ans de prison et 300000€ d'amende En bande organisée 5 ans de prison et 500000€ d'amende
Mise en ligne du logo (protégé) d'une entreprise sans demander l'autorisation	Droit des marques (dessins et modèles) Contrefaçon	**Code civil** **CPI** **(Code de la propriété intellectuelle)**	3 ans de prison et 300000€ d'amende
Commentaire sur un camarade du style « c'est un voleur »	Diffamation	**Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789** **Code civil** **loi du 29/07/1881**	12000€ d'amende
Commentaire sur un professeur du style « c'est un voleur »	Diffamation envers un agent de l'État	**Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789** **Code civil** **loi du 29/07/1881**	45000€ d'amende
Commentaire sur un camarade ou un professeur du style « c'est un sale voleur de... (nationalité, ethnie, religion) »	Diffamation + racisme	**Code civil** **loi du 29/07/1881**	1 an de prison et 45000 € d'amende
Commentaire du style « la prof de (matière) est une... »	Injure	**Code civil** **loi du 29/07/1881**	12000€ d'amende
Commentaire du style « c'est une … de... (nationalité, ethnie, religion) »	Injure raciste	**Code civil** **loi du 29/07/1881**	6 mois de prison et 22000€ d'amende
« N... ta mère »	Message contraire à la décence	**Code civil** **Code pénal**	750€
Tenir / Diffuser des propos violents, répétés, sur des camarades en raison de leur différence, de leur fragilité ou de leur isolement	Harcèlement / Harcèlement scolaire	**Code pénal**	1 à 3 ans de prison et jusqu'à 45000 € d'amende
« les chambres à gaz n'ont pas existé »	Révisionnisme	**Code civil** **loi du 29/07/1881**	1 an de prison et 45000€ d'amende
Prendre l'identité de quelqu'un d'autre et en faire usage.	Usurpation d'identité	**Code pénal**	1 an de prison et 15000€ d'amende
Espionner le courrier électronique d'un camarade et/ou le diffuser à son insu	Atteinte au secret des correspondances	**Code pénal**	1 an de prison et 45000€ d'amende

Intrusion dans le système informatique d'un camarade et vol de ses identifiants dans le but de pirater sa messagerie ou son compte Facebook.	Piratage, malveillance	**Code pénal**	Piratage de 2 à 5 ans de prison et de 30000 € à 75000 € d'amende + peines complémentaires : interdiction de droits civiques, civils, de famille, d'exercer une fonction publique ou son activité professionnelle, confiscation de matériel, fermeture de l'entreprise, exclusion des marchés publics, interdit bancaire, obligation d'affichage de la peine...
Intrusion dans le système informatique des services de l'État (administrations, ministères, Elysée...) et effacer ou voler des données	Piratage, malveillance contre les services de l'État	**Code pénal**	De 5 à 7 ans de prison et de 75000 à 100000€ d'amende + peines complémentaires : (cf ci-dessus)
Impossibilité d'identifier et de contacter les concepteurs d'un site en consultant les mentions légales	Non respect de l'obligation de faire figurer les mentions légales sur un site	**LCEN** **(Loi pour la Confiance dans l'Economie Numérique)**	1 an de prison et 75000€ d'amende
Vouloir faire supprimer abusivement un site en signalant à tort un contenu illégal	Fausse déclaration de contenu illicite	**LCEN** **(Loi pour la Confiance dans l'Economie Numérique)**	1 an de prison et 15000€ d'amende
« Il faudrait mettre le feu à cette école et laisser dedans tous ceux qui s'y trouvent ! »	Provocation à commettre crimes et délits Incitation à la haine, à la violence	**Code civil** **loi du 29/07/1881**	5 ans de prison et 45000€ d'amende
Commentaire sur Facebook : « Les Français sont des mécréants qui méritent d'être tous tués ! Bravo aux martyrs qui se sont fait exploser au Bataclan !»	Apologie du terrorisme	**Code pénal** **loi du 13 novembre 2014**	5 ans de prison et 75000€ d'amende
	Apologie du terrorisme sur internet (ou autre réseau public de communication)	**Code pénal** **loi du 13 novembre 2014**	7 ans de prison et 100 000€ d'amende
Consultation sur internet ou sur le Web profond de sites djihadistes qui expliquent comment fabriquer des bombes.	Association de malfaiteurs en vue de préparer des actes de terrorisme	**Code pénal** **loi du 13 novembre 2014**	20 ans de prison et 350000 € d'amende perpétuité et 750000€ d'amende s'il y a mort de personnes
Fabrication de bombes	Diffusion du mode de fabrication de bombe	**Code pénal**	**Moyens de diffusion traditionnels** : 1 an de prison et 15000€ d'amende **diffusion par internet :** 3 ans de prison et 45000€ d'amende
Les délinquants mineurs ont affaire à la « justice des mineurs » Pour les mineurs, la peine est généralement divisée par deux par rapport à celle d'un adulte, et s'accompagne de mesures éducatives Un mineur de plus de quinze ans peut toutefois avoir la même peine qu'un adulte selon la gravité des faits			
Les peines sont alourdies en fonction des « circonstances aggravantes » Par exemple, si la victime est mineure (et plus elle est jeune) ou handicapée (vulnérable ou dans l'incapacité de se défendre)			

Sources à consulter

Fiches Légamédia, In *Eduscol : Internet responsable*. Ministère de l'Education Nationale , mise à jour 2016-2017, [consultée le 14/02/2020]. http://eduscol.education.fr/internet-responsable/ressources/legamedia.html

rubrique Justice. In *Service Public.fr. : le site officiel de l'administration française*. Direction de l'information légale et administrative, 2000, mise à jour régulière, [14/02/2020]. https://www.service-public.fr/